

**Auteur** : Peuple des Tharus, en tant que représentant des peuples autochtones d'Asie

**Commission** : Forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones (UNPFII)

Le peuple des Tharus est un groupe natif du Népal, actuellement dispersé en majorité dans la région népalaise du Terai, où il représente 7% de la population avec 1 700 000 membres, ainsi que dans les régions en Inde du Nord de l'Uttarakhand et de l'Uttar Pradesh, avec respectivement 256 000 et 84 000 représentants. Les Tharus ont une société clanique avec des caractéristiques culturelles propres à chaque clan, et ne s'impliquent pas dans les partis politiques dirigeant actuellement l'Inde et le Népal.

L'ensemble des peuples autochtones de la région Asie, représentant deux tiers des peuples indigènes au monde avec plus de 2 000 civilisations et langues, est extrêmement varié, avec des organisations sociales, des environnements et des cultures différentes, mais est confronté à la même non-reconnaissance générale de leur identité, à la marginalisation et à la pauvreté. Le concept de "peuple autochtone" figure rarement dans les lois et constitutions nationales, et les préjugés dépeignant les natifs comme "arriérés et primitifs" persistent. Il y a cependant eu des progrès, comme la loi des Philippines sur les droits des peuples autochtones de 1997, reconnaissant les droits des indigènes à leurs domaines ancestraux et à leur intégrité culturelle, ou la reconnaissance de 59 nationalités autochtones par le Népal, le seul pays asiatique à avoir ratifié en 2007 la Convention 169 concernant les peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants.

Malgré ces avancées, des problèmes communs subsistent, notamment la déforestation, qu'elle soit pour l'exploitation forestière du bois de chauffage et de construction ou pour l'agriculture. Cette destruction de l'environnement s'accompagne, notamment en Inde, en Chine, au Népal, au Bangladesh ou en Malaisie, d'une pollution des espaces naturels non-négligeable, participant à la destruction de la biodiversité et de l'environnement de vie des populations autochtones. Des projets publics ou privés comme la construction de barrages ou la création de plantations à grande échelle ainsi que le bûcheronnage intensif ont conduit au déplacement et à la réinstallation forcée de maints peuples autochtones d'Asie hors de leurs territoires traditionnels, les dépossédant de leurs terres et de leurs ressources. Ces expulsions illégales sont souvent perpétrées par des autorités de parcs nationaux, dans le cadre du non-respect des droits des indigènes sur leurs terres ancestrales, qui est un enjeu commun à l'ensemble des peuples autochtones d'Asie.

Les peuples autochtones d'Asie habitent sur des régions souvent extrêmement riches en ressources naturelles, notamment en charbon (l'Inde en étant la 4e plus grande réserve mondiale), en fer, en manganèse, en lithium, en gaz naturel, en diamant ou en pétrole, ainsi qu'en terres cultivables et en forêts, avec des régions avec une économie souvent basée sur l'exploitation forestière. Les peuples autochtones d'Asie souhaitent éviter l'exploitation de ces terres, notamment sur le plan agricole et forestier, et favorisent une agriculture de subsistance, non-intensive, qui permettrait à la forêt de se régénérer, et sont contre l'exploitation abusive des

sols. Leur recours à ce type d'agriculture est néanmoins menacé par une série de projets d'infrastructures, de développement ou industriels. C'est pourquoi les peuples autochtones désirent également restreindre raisonnablement l'accès aux forêts afin de protéger leur environnement.

Cependant, les peuples indigènes d'Asie ne sont pas fermés à des échanges économiques, culturels ou sociaux avec les États, tant que ceux-ci se sont dans le respect de leurs traditions et de l'environnement, et soutiennent l'idée d'une collaboration dans le cadre du développement durable et de la lutte contre le changement climatique et pour la préservation de la biodiversité, ainsi que la mise en place de mesures sociales visant tant les autochtones que les habitants défavorisés des régions concernées. Ils sont aussi pour une ouverture au niveau médical et le partage de techniques propres à chaque société.

Cette collaboration ne pourra néanmoins pas se faire tant que dureront les attaques directes contre les communautés autochtones comme l'exploitation de leurs terres, la déforestation ou les expulsions mentionnées précédemment. La majorité des indigènes souffrent déjà de pauvreté et se trouvent souvent en bas de l'échelle sociale des pays, notamment en raison d'emplois d'agriculteurs sur des terres incultivables ou trop limitées, sans qu'aucune aide suffisante ne leur soit fournie. L'abolition récente du système de servitude pour dettes du Kamaiya, actif au Népal jusqu'en 2000, et dont les peuples autochtones ont majoritairement fait les frais, est encore présente dans les esprits et cause également de fortes tensions.

Aussi, pour solutionner ces problèmes, les peuples autochtones d'Asie requièrent la création de forces judiciaires employées au respect des législations concernant les peuples autochtones, avec des sentences strictes, et la surveillance des pays refusant de collaborer ; la dévolution aux peuples indigènes de leurs terres d'origine, ou au moins de territoires assez vastes pour qu'ils puissent vivre selon leurs coutumes ; la formation de diplomates afin d'améliorer la communication entre peuples natifs et États. Ils exigent également la ratification de lois dans tous les pays où évoluent des peuples indigènes afin de reconnaître leurs droits, et notamment leur autorité sur leurs territoires traditionnels, qu'ils contrôlaient absolument avant l'apparition des pays.